

□ La France avant tout

Communiqué de l'UPF L'UPF, à l'issue de sa rentrée politique, condamne la destruction de l'Etat-Nation, cadre incontournable de l'exercice de la démocratie et du contrat social, par l'actuelle construction européenne.

L'UPF réproouve avec la plus extrême fermeté les politiques budgétaires, commerciales, monétaires, sociales ou militaires, décidées par Bruxelles, qui entraînent, de fait, la suppression de pans entiers de souveraineté pour chaque Nation. L'UPF constate avec regret que les peuples européens perdent peu à peu la maîtrise de leurs décisions et de leur destin dans ce cadre européen intégré et que le cadre national, comme en France, ne permet souvent plus aux citoyens et aux élus attachés à la défense de leur Nation de faire entendre leur différence et leur indépendance.

L'UPF dénonce cette construction européenne anti-démocratique qui se fait contre les peuples comme le prouve la négation des décisions référendaires des peuples français et néerlandais en 2005 et irlandais en 2008.

L'UPF déclare rejeter tous les slogans simplistes, plus improbables les uns que les autres et entend expliquer aux Français, lors des prochaines élections européennes, le sens de son combat.

L'UPF affirme enfin que la raison d'être de son engagement, qui s'inscrit dans un dépassement du clivage partisan droite/gauche, est le combat pour la survie de notre pays. Armeau, le 13 septembre 2008